

SOCIETE
ET HOMME
POLITIQUE ZAIROIS

(Conférence)

Editions du GEAPO
Centre d'Echanges pour la Démocratie et le Développement

INTRODUCTION

Avant la colonisation, le Congo, aujourd'hui Zaïre, n'existait pas comme une nation au sens où on l'entend aujourd'hui.

Le pouvoir politique et la vie socio-culturelle et économique étaient dominés par les rapports de parenté et par la solidarité clanique.

Les structures politiques, économiques et culturelles étaient adaptées au milieu et lui permettaient de résoudre ses propres problèmes vitaux.

La colonisation est donc, non seulement une destruction de notre culture jusque là équilibrée mais aussi et surtout, une violence politique et économique. Les droits politiques et économiques des peuples n'ont pas été respectés ni reconnus.

La fixation des limites des territoires n'a pas tenu compte de l'équilibre familial et clanique sur lequel reposait la stabilité du moment.

C'est parce qu'ils ont ressenti la colonisation comme une violence que les congolais, à l'instar d'autres peuples africains, ont réclamé l'indépendance.

Pour galvaniser la détermination du peuple pour la libération, les partis politiques ont été créés et se sont développés à partir de 1957. Evidemment tous les partis ont commencé comme des associations ou groupes ethniques. Pour la première fois, au cours des mêmes années, le pouvoir colonial décida d'organiser les élections consultatives pour désigner des bourgmestres autochtones dans certaines villes. C'était une manière d'initier les populations congolaises à la démocratie occidentale, mais aussi de s'allier des personnalités politiques autochtones.

Convaincus de la nécessité de se renforcer, plusieurs de ces partis à base ethnique ont fusionné. d'une multitude des partis on est arrivé, en 1959, au moment des élections communales, à quatorze partis dont notamment:

- Le Mouvement National Congolais (M.N.C.)
- Le Parti National du Progrès (PNP)

- Le Centre de Regroupement National Africain (CREA)
- Le Parti Solidaire Africain (PSA)
- La Confédération des Associations du Katanga (CONAKAT)
- Les associations des Baluba du Katanga (BALUBAKAT°)
- L'Union Congolaise (U.C.)
- L'Alliance des Bayanzi-Est de Banningville (ABAZI)
- L'Alliance Rurale Progressiste (ARP)
- Le Parti du Peuple (P.P.)
- La Fédération Générale du Congo (FGC)
- L'Alliance des Bakongo (ABAKO), ...

D'autres se sont ajoutés au début de l'année 1960.

1. SURVOL DE L'HISTOIRE POLITIQUE DU ZAIRE

En 1960, nous avons connu une démocratie naissante. La République Démocratique du Congo avait organisé des élections libres et transparentes où plusieurs partis politiques se sont affrontés pour la conquête et l'exercice du pouvoir. Ce sont ces élections de 1960 qui ont propulsé LUMUMBA au poste de Premier Ministre, le MNC les ayant gagnées.

Suite à son nationalisme prononcé, LUMUMBA sera traité de communiste pour justifier sa mise à mort. Mobutu, Kasa-Vubu et le Groupe de Binza, seront utilisés pour le combattre. Après l'avoir destitué, ils ont réussi à l'arrêter et finalement à le faire exécuter le 17/01/1961 en complicité avec Moïse TCHOMBE. LUMUMBA aura régné pendant 67 jours (du 30 juin au 05 septembre 1960). Voir à ce sujet le rapport sur les Assassinats à la Conférence Nationale Souveraine.

Les impérialistes occidentaux, avec leurs hommes de paille congolais, venaient ainsi d'assassiner la démocratie naissante pour remplacer la dictature coloniale par la dictature locale afin de continuer à diriger ce jeune Etat africain à travers leurs agents en place. D'où le vocabulaire "IMPERIALISME NEO-COLONIAL".

Le 07 juillet 1960 Moïse TCHOMBE proclame la sécession katangaise. KALONJI Ditunga venait de faire la même chose avec le fameux Etat autonome du Sud-Kasai.

Le 12 septembre, téléguidé par le Groupe de Binza, KASAVUBU nomme le gouvernement Joseph ILEO. C'est ce gouvernement qui a renversé illégalement le gouvernement Lumumba.

Le 10 octobre, MOBUTU nomme le Collège des Commissaires Généraux, avec à sa tête Justin BOMBOKO. Les autres membres du Collège des Commissaires Généraux sont: Albert NDELE BAMU, Ferdinand KAZADI, Mario CARDOSO LOSEMBE, Jules MBEKA, Marcel LIHAU, Etienne TSHISEKEDI, André BOBOLIKO LOKONGA, Henri TAKIZALA LUYAN MWIS MBIGIN. C'est ce gouvernement qui a capturé et tué Patrice LUMUMBA.

Le 02 août 1961, MOBUTU fait nommer, par KASAVUBU, le gouvernement Cyrille ADOULA dans lequel se retrouvent évidemment Justin BOMBOKO et Joseph ILEO pour limiter les mécontentements. Les années 1962 et 1963 voient les protestations s'aggraver et les révolutionnaires nationalistes combattus. Pour essayer d'apaiser les tensions, Moïse TCHOMBE est nommé Premier Ministre, le 10 juillet 1964.

A cette époque, il y a deux forces politiques en présence: les pro-occidentaux appelés "Groupe de Bunza" et les nationalistes Lumumbistes. Toutes ces forces et d'autres non-alignés se retrouvent en Conclave à Luluabourg pour tenter de sauver la démocratie.

En ces moments TCHOMBE, s'étant senti piégé, va en exil en Espagne. Le Conclave Constitutionnel produit alors la constitution dite "Constitution de Luluabourg", le 01.08.1964. Cette constitution a été soumise au référendum populaire.

Le bloc des nationalistes lumumbistes décida alors de prendre contact avec TCHOMBE en exil en Espagne, pour faire front ensemble et réinstaurer la vraie démocratie basée sur la nouvelle constitution du 01.08.1964 faite sur des bases fédéralistes et adaptée aux réalités locales défendues par les nationalistes. Saisi de la démarche, Mobutu, principal acteur du Groupe de Binza, prend le devant, rencontre TCHOMBE et lui propose le poste de Premier Ministre pour qu'il lâche les nationalistes. Celui-ci ne cède pas d'office mais s'engage dans la démarche.

Se basant sur la nouvelle Constitution, la classe politique se concerta et vota Moïse TCHOMBE comme Premier Ministre. Mais, KASAVUBU, influencé par le Groupe de

Binza, décide de l'ignorer et nomme Evariste KIMBA à sa place. Comme on le constate, il s'agissait d'attirer TCHOMBE dans un piège pour l'éliminer, d'abord politiquement. Nous sommes déjà en 1965. Celui-ci retourne en exil d'où il sera enlevé et assassiné le 30 juin 1969.

Devant la nouvelle crise ainsi créée, Mobutu fait son Coup d'Etat militaire du 24 novembre 1965. En 1966, il crée sa milice privée, le CVR qui va devenir plus tard la BD, puis la JMPR. Depuis lors, plusieurs corps des milices ont vu le jour.

En 1967, il y a le Conclave de N'sele avec 4 fondateurs (MOBUTU, BOMBOKO, TSHISEKEDI et SINGA UDJUU) qui créent le MPR et rédigent le Manifeste de la N'sele. Riche d'un tel programme, la dictature va alors s'installer et se solidifier. On connaît la suite, avec la consécration du MPR comme parti unique et son institutionnalisation en Parti-Etat.

Disons néanmoins qu'en 1977 il y a eu des élections législatives qui ont donné lieu à un Parlement 12 ans après le Coup d'Etat de 1965. Ce Parlement a instauré des débats contradictoires et un système d'interpellation des gestionnaires publics; ce qui lui a créé des problèmes parce que le Président MOBUTU et son entourage - qui avait progressivement tissé une mafia politico-financière - va décider, pour cela, d'y mettre fin.

En 1980, avec le décès de KALUME, président de l'Assemblée Nationale, Mobutu triche de nouveau. Au lieu de nommer son remplaçant légal Etienne TSHISEKEDI, il désigne NZONDOMIO.

C'est ainsi que, déçu, TSHISEKEDI s'organise avec d'autres parlementaires pour rédiger la lettre ouverte à MOBUTU appelée "la lettre des 13 parlementaires". C'était en décembre 1980. C'est le groupe TSHISEKEDI, KAPITA, KAKANDA, KAMAMA, NGALULA, KYUNGU wa KUMWANZA, BIRINGANINE, etc.

Et en février 1982, c'est la création de l'UDPS comme deuxième parti, agissant bien entendu dans la clandestinité. Dès lors le mouvement de revendications populaires va plus croissant.

Ce mouvement de revendications aura été également rendu possible avec la guerre du Shaba en 1976 et les interpellations parlementaires de 1977.

Le début des années 1980 inaugure aussi la création des syndicats, des groupes professionnels, des associations de tout genre, etc. Les grèves, jusque là prohibées, ont commencé à être organisées aux risques et périls des initiateurs.

Accablé par les interpellations de l'intérieur et de l'extérieur du pays, et surtout par la misère qui se généralise au niveau du peuple dans le contexte d'une économie désormais en faillite, Mobutu va alors, fin 1989, organiser des consultations populaires.

Son but était de démontrer à la face du monde que certains politiciens s'agitaient inutilement alors qu'il avait encore la confiance du peuple. Malheureusement pour lui, tout le monde lui a dit clairement non à lui même, non à son système de parti unique, non à la dictature, non à la mégestion, non au vol, non au pillage ... C'est un véritable reniement qu'il récolte et qui va le pousser au 24 avril 1990.

Depuis maintenant 5 ans, après le 24 avril 1990, le Zaïre a amorcé un processus de changement politique en faveur de la démocratisation. Ce processus qui évolue très timidement et en dents de scie, se trouve saboté par la dictature et les hommes politiques de toutes les tendances dont les intérêts personnels passent avant ceux des populations.

Trois, moments essentiels sont à souligner dans l'évolution du processus de démocratisation au Zaïre:

a. L'ouverture au multipartisme et la création de plusieurs partis politiques. On a vu naître des partis politiques sans aucun idéal, sans doctrine idéologique ni projet de société. Spécialement au moment où on a parlé de la Conférence Nationale Souveraine, des partis politiques ont été créés dans le seul but de prendre part aux travaux de cette conférence ou d'avoir accès aux avantages qui devaient en résulter. On a ainsi assisté à un foisonnement des partis dits "alimentaires" dont des dirigeants, opportunistes pour la plupart, ont été corrompus pour faire la majorité autour de Mobutu.

Ici, il convient de noter les hésitations et manoeuvres tentées pour noyauter le processus et remettre en selle la dictature, essayant de récupérer autrement le terrain perdu.

b. La Conférence Nationale Souveraine (C.N.S.) s'est annoncée comme l'ultime moment attendu par tout le peuple pour faire le bilan de la gestion de la 2e République et jeter les

bases d'un Etat de droits, d'une société zaïroise nouvelle. Malgré les blocages, les tiraillements de la classe politique et les manoeuvres de sabotages mis en place par le pouvoir, cette Conférence est arrivée à la fin de ses travaux, produisant des textes juridiques pour la 3e République (constitution, Loi fondamentale provinciale, projet de loi électorale, ...) et le schéma de la période de transition, institutions de la transition, échéances électorales, ...).

- c. Les conclaves, concertations et négociations politiques sont des occasions montées après les travaux de la CNS, par la classe politique pour remettre en cause et casser les décisions de cette Conférence nationale et se partager le pouvoir. Ces manoeuvres ont bloqué l'évolution du processus démocratique, en dehors et sans l'implication du peuple, prolongeant inutilement la transition. Aujourd'hui, et de plus en plus, la population se trouve flouée par les discours, les actes et les manoeuvres des hommes politiques. Ces manoeuvres sont conçues, par les uns et par les autres dans le but de faire durer le plus longtemps possible le pouvoir de fait et d'entretenir un climat de malaise favorable aux hommes politiques, mais dont les conséquences sur la vie des populations ne font qu'aggraver une misère déjà très prononcée.

2. QU'EN EST-IL AU JUSTE?

Il y a au Zaïre une confusion politique alimentée par la classe politique aussi bien au niveau de la Mouance Présidentielle (FPC) que de l'opposition (USOR). Cette confusion est à la base de la crise politique dans notre pays. La classe politique vise à renier toute la substance de la CNS puisque les décisions issues de ce forum ne donnent pas de garantie.

C'est ainsi que depuis lors nos politiciens préfèrent toujours négocier entre eux. Ils vont de négociations en négociations. Et pour chaque négociation, ils s'entendent toujours sur les textes et arrêtent de commun accord des décisions. Mais au moment de la mise en application, ils renient les accords, ils sabotent les décisions.

Ils ont peur de la 3e République, de la démocratie. Ils ne savent pas ce que leur réserve ce nouveau système auquel ils ne sont pas familiers, tous ayant grandi à la mamelle du MPR et du Mobutisme; et la plupart ayant des consciences bien chargées.

Conséquence, ils s'arrangent pour se partager les miettes d'un pays en ruine. Ils se moquent de ce qui arrive ou peut arriver à la population, leur seul souci étant l'argent et le pouvoir faciles.

Ce qui n'est pas normal, ce que dès qu'on met en place un gouvernement, les deux tendances s'arrangent pour l'empêcher de fonctionner si leurs intérêts ne s'y retrouvent pas, chacune voulant manipuler ce gouvernement. L'institution Président de la République en particulier lui met aussi les bâtons dans les roues. Pour le Président, il ne veut tout simplement pas lâcher la gestion du pays, en tout cas pas les institutions et secteurs-clés (Finances, Armée, Sécurité, Mines, Intérieur, Affaires Etrangères, ...).

Tandis que pour les FPC et l'USOR, c'est la question de représentation dans le gouvernement, les uns et les autres se battant pour la majorité et l'occupation des postes clés comme celui de Premier Ministre.

Les politiciens du Zaïre constituent une classe de personnes peu honnêtes qui ne montrent pas à la population leurs vraies faces. La plupart, si pas tous, sont opposants le jour et mouvanciers la nuit.

Aujourd'hui on parle d'une alliance MOBUTU-TSHISEKEDI que Monseigneur MONSENGWO qualifie d'alliance contre nature. Qui aurait pu le croire! Des responsables d'organes importants du MPR hier, se sont retrouvés opposants le matin tout en gardant les avantages acquis grâce à leurs positions d'avant. Est-ce qu'un discours, soit-il du 24 avril 1990 suffit à quelqu'un pour qu'il devienne opposant? Est-ce que le fait de s'appeler opposant, acquis au changement et d'être à l'USOR est une garantie que l'on est maintenant contre la dictature et pour la démocratie? Nombre d'opposants vivent des libéralités du mobutisme.

Il faut stigmatiser également leur manque d'idéal et de projet de société. Ils ne visent que le pouvoir, le poste politique. Finalement, ils ne sont qu'opportunistes. Il suffit qu'un ami ou un frère accède au pouvoir et qu'il fasse appel à lui, pour qu'il oublie tout son discours. Ils poursuivent le pouvoir pour seulement s'enrichir. Nous en voyons qui étaient hommes simples parmi nous hier et qui vivaient aussi modestement comme nous. Il a suffi que Birindwa et Nguz soient au pouvoir pendant quelque temps, et qu'il ait fait appel à eux, pour les voir rouler carrosse et faire la belle vie aujourd'hui. On a vu des Premiers Ministres (Tshisekedi, par exemple) s'entourer d'abord des Conseillers mouvanciers bien connus (le frère

de Tshimbombo Mukuna). Peut-être que cela pourrait se justifier en termes de coterie tribale; ce qui n'enlève rien à la confusion.

Par contre, quand ils ont le pouvoir, ces hommes politiques se mettent à traquer leurs collègues avec qui ils prétendaient partager la même idéologie, le même discours.

A Kinshasa, comme ici, nos politiciens essaient d'utiliser les gens comme des escaliers pour assouvir leur soif du pouvoir facile. Des intrigues sont fomentées pour mobiliser cette population. Ce qui finit par faire manquer le sens de la critique à cette dernière puisqu'elle suit aveuglément un homme et non une valeur pour laquelle elle est convaincue.

Dans ce même contexte, il faut se rappeler qu'on a mis trente ans à glorifier à déifier MOBUTU. Depuis un temps, nous voulons le démystifier, mais pour déifier un autre. Donc, le sort du pays risque de rester placé sur des individus et non sur des valeurs. C'est pourquoi la population a chaque fois déchanté lorsque ces individus changent de position, trahissent. C'est le cas avec NGUZ, BIRINDWA, KYUNGU, et d'autres Pierre LUMBI, etc, pour ne citer que ceux-là. Il y en a plein d'autres à la cité. C'est le chemin qu'emprunte également Tshisekedi aujourd'hui.

Il faut souligner aussi que nos politiciens veulent entretenir la bipolarisation de la scène politique. MOBUTU avait annoncé un multipartisme à 3. Tous les hommes politiques ont réclamé le multipartisme intégral. Ce multipartisme a été adopté.

Maintenant, ils nous ont ramené au multipartisme à deux, les deux patentes se comportant tout simplement comme deux grands partis politiques. Adieu le multipartisme intégral.

Malheureusement les uns et les autres veulent placer et placent tout le monde dans l'un des deux camps. Si vous n'épousez pas le langage de la mouvance présidentielle, ses acteurs vous comptent dans le camp de l'USOR. Et lorsque vous osez contredire les gens de l'USOR, ils vous qualifient de mouvancier.

C'est trop fatal et on connaît ce que la bipolarisation à outrance a fait au Rwanda ainsi qu'au Burundi. Celle-ci est d'ordre ethnique et ensuite politique dans ces pays tandis qu'au Zaïre, elle est surtout politique mais peut également réveiller des velléités ethniques et

régionalistes. Il suffit de prendre l'exemple de la chasse aux non-originaires au Shaba et dans une large mesure au Haut-Zaïre, ou du tract signé "GAPEL" au Sud-Kivu, pour s'en convaincre.

Quid de l'opposition pendant la transition? Durant la transition, il n'y a pas d'un côté le pouvoir et de l'autre l'opposition. La transition est une étape caractérisée par la neutralité: la gestion de l'Etat est assurée de manière concertée par toutes les sensibilités politiques. Quiconque refuse de participer à la gestion de l'Etat est libre de le faire, mais doit éviter de gêner le fonctionnement du pays. Il faut éviter le langage "puisque je n'y suis pas, c'est l'illégalité".

Les partis politiques ne jouent pas du tout leurs rôles. Ils n'assurent pas la formation politique des gens et ne s'intéressent pas au contrôle des tenants du pouvoir. Tous les partis politiques dits de l'opposition ne se démarquent pas du schéma du MPR. Les présidents et les directoires sont constitués des personnes qui se sont autonommées. Après ils nomment les présidents régionaux; ces derniers désignent à leur tour ceux des zones et ainsi de suite. Tous ces gens ont des comptes à rendre aux fondateurs des partis basés généralement tous à Kinshasa. Les pensées, les idées et les actions des présidents nationaux et fondateurs des partis sont à suivre aveuglément.

Lorsque les fondateurs vont vers la mouvance, tout le monde y va; s'ils s'allient à l'USSOR tous les membres les suivent. Ils n'organisent pas de congrès ni ne renouvellent les comités nationaux ou provinciaux. C'est vraiment à l'image du MPR et de la dictature au sein de tous les partis politiques.

Toujours comme dans le MPR, c'est le clientélisme, le tribalisme, le collinisme, le népotisme, ... mais pas pour des raisons de conviction idéologique. On y est parce que le fondateur a déjà rendu service; puisque tel membre du directoire est de chez soi; puisqu'on me promet un véhicule "pour faciliter le travail du parti"; puisqu'on sera nommé quelque part etc. Ceux qui ont tenté d'organiser un semblant d'élections l'ont fait selon ce modèle après avoir été placé à la tête du comité provisoire par les patrons de Kinshasa.

Ainsi, on est vite élu, réélu surtout que les électeurs dans le parti sont des amis, des frères.

Vivant tous à Kinshasa, les Responsables des partis politiques ignorent totalement les régions et leurs bases. Ils se battent pour être Premier Ministre, Ministre, PDG, ... Ils ne font rien pour exiger la mise en place des organes de transition en Région. On a vu des dirigeants des partis politiques s'allier à la mouvance alors que leurs représentants en région continuaient à se prétendre de l'opposition radicale. Et les exemples sont nombreux.

3. REPRESENTATION DU PEUPLE ET GESTION DE MANDATS

Les mandats électifs de nos députés ont expirés depuis l'année 1990. En effet, du point de vue constitutionnel les transformations politiques annoncées par Mobutu le 24 avril 1990 mettaient fin à toutes les institutions de la République. La constitution ayant consacré le monopartisme était tombée caduque entraînant avec elle la chute des institutions Président, Assemblée Nationale et Gouvernement.

Mais nos députés se sont évertués à démontrer que leur organe, l'Assemblée Nationale, devait rester jusqu'au terme de leur mandat en 1992. De même le Président n'a pas osé se démettre même à la fin de son mandat en 1991. Les députés sont restés jusqu'en 1992, date d'expiration légale de leur mandat. Au contraire, ils ont développé d'autres astuces pour rester au pouvoir. Grâce aux accords bidons, ils se retrouvent au Haut-Conseil de la République prolongeant ainsi leurs mandats sans s'en référer au peuple. Donc, ils se moquent de ceux là même dont ils sont sensés défendre les intérêts et de qui ils ont tiré la légitimité entre 1987 et 1990.

Toujours au Haut-Conseil de la République, il y a des délégués qui avaient été désignés par la CNS. Ils avaient reçu un mandat de deux ans. Aujourd'hui, ils ont fait trois ans et bientôt quatre. Eux aussi ne font aucun effort pour se mettre en congé afin que les institutions de la 3e République soient installées. A l'ouverture de la session d'octobre 1994, ils avaient inscrit 11 points à leur ordre du jour. Ces onze points devaient permettre d'arrêter les dispositifs nécessaires pour la mise en route des élections prévues pour juillet 1995. Aucun de ces points n'était épuisé jusqu'en mai 1995. Seulement, ils avaient décidé de multiplier autant de fois leur salaire.

Les partis politiques de l'opposition auxquels nous croyions beaucoup, et leurs animateurs n'ont cessé de nous décevoir. Au lieu de se battre pour la mise en place d'une société

réellement démocratique, ils se bousculent pour occuper les postes de premier ministre ou de ministre. Ce qui est ridicule c'est qu'ils ne reconnaissent plus la légalité et la légitimité à MOBUTU, du moins dans leurs discours. Mais c'est encore à lui qu'ils recourent pour leur nomination par ordonnance présidentielle.

Le Gouvernement, le Président de la République, le HCR-PT et l'opposition radicale se sont concertés pour se partager le territoire et les entreprises publiques. Ils avaient décidé notamment pour:

- 58 entreprises publiques et donc 58 PDG, 29 proviennent de l'opposition et 29 des FPC/Mouvance Présidentielle;
- 22 gouverneurs et vice-gouverneurs de Région: 5 gouverneurs et 6 vice-gouverneurs pour les FPC/Mouvance Présidentielle, 6 gouverneurs et 5 vice-gouverneurs pour l'opposition.

Mais, ils n'ont pas réussi à matérialiser cette décision faute de pouvoir s'accorder au sein de l'un et de l'autre des deux groupes et entre les deux tendances, même à l'intérieur des partis politiques. Ainsi les partis se scindent en 2, 3 tendances (UDPS, 4 PDSC, PDSC, UDI, FCN, ...)

4. EN REGION DU SUD-KIVU

Comme il faut le savoir, les partis politiques et les autres forces politiques devaient s'organiser pour mettre en place des organes de la transition en région conformément à l'Acte Constitutionnel de la Transition (art 103). Les efforts entrepris par la Société Civile à l'époque (1993) ont été contrecarrés par l'opportunisme et les intrigues des responsables des partis politiques en Région. Au contraire ces dirigeants politiques ont commencé à s'organiser de diverses manières pour solliciter au pouvoir de Kinshasa la nomination à tel ou tel poste surtout de gouverneur et de vice-gouverneur.

Même à ce niveau, les politiciens ne veulent pas tenir compte du peuple. Comment voulez-vous qu'au moment où toute la population du Sud-Kivu réclame à cor et à cri les élections pour l'avènement de la 3^è République, les gens de l'USOR et des FPC au Sud-Kivu se réunissent pour se partager les postes de gouverneur et vice-gouverneur. Cela se passe

en février pendant que les élections sont prévues en juillet. Demander d'être nommé gouverneur vers avril, alors que les élections auraient lieu en juillet drôle non! Comment s'étonner que ces hommes ne souhaitent à ce que la transition se prolonge.

Chacun essaie de tout faire pour accéder au pouvoir afin de se servir. En effet, quiconque veut servir le peuple, ne peut pas faire des choses derrière son dos. Aussi pour mieux servir le peuple, il ne faut pas nécessairement être gouverneur ou vice-gouverneur. Autrement, la région du Sud-Kivu n'aurait pas de problème puisqu'elle est dirigée par ses ressortissants. Mais il faut savoir qu'elle n'a jamais été aussi détruite et délaissée avant d'être dirigée par les originaires, comme maintenant.

Au lieu de contribuer au développement de la région et la préparation de la population à la démocratisation, les dirigeants placent des pièges à tous les niveaux. Aujourd'hui nous avons des Commissaires de Zone Assistants Résidents dans chaque groupement, des postes d'agents Snip et de Gendarmerie se multiplient, des barrières sont incalculables, ... Des frères des Autorités Régionales sont placés partout, entraînant des disputes infinies dans certaines divisions.

Tous ces gens sont placés pour ravir à la population ses biens, spolier, faire des extorsions, intimider, sévir, bref nuire à la paix et à la tranquillité. A côté de cela, les taxes se multiplient, alors que la région se détruit. Les routes s'abîment davantage, les salaires ne sont pas payés, l'insécurité augmente, etc. Entre-temps, les politiciens se taisent. On ne sait vraiment à quoi s'opposent ceux qui sont sensés s'opposer.

5. RÔLE DES PARTIS POLITIQUES.

Les fonctions dévolues aux partis politiques sont multiples et variées. Elles dépendent des contextes socio-économiques dans lesquels ils s'insèrent. Mais généralement, les partis politiques remplissent trois rôles essentiels: rôle électoral, rôle idéologique et rôle de contrôle.

Rôle électoral: pour atteindre sa visée principale qui est de conquérir et d'exercer le pouvoir, un parti politique s'organise pour participer aux élections et les gagner. Pour cela, il sensibilise et encadre ses membres (militants) et toute la population pour faire passer ses candidats à tous les

niveaux. Nos partis politiques, au lieu d'exiger les élections pour remplir cette fonction, préfèrent négocier pour tenter d'occuper un poste de gestion

Role idéologique: les partis politiques doivent contribuer à la promotion d'une culture politique au sein de la société. Dans ce sens ils doivent proposer à leurs membres et à l'opinion publique les critères d'appréciation des réalités politiques, sociales, économiques ... selon leurs idéologies. C'est l'éducation politique des populations; malheureusement ce rôle est remplacé par les mensonges, l'intoxication, la démagogie, ...

Rôle de contrôle: les partis politiques jouent aussi le rôle de contrôle et de régulation du pouvoir. Ils ont mission de critiquer et d'exercer un contrôle sur les détenteurs du pouvoir et les gestionnaires à tous les niveaux. Ils les contraignent à tenir compte des besoins des populations et à réajuster éventuellement leurs politiques. De ce fait ils exercent légitimement des actions de pression sur les dirigeants en tenant compte des aspirations du peuple. Ici aussi, on préfère composer avec l'autorité, lui négocier des avantages matériels et une portion de pouvoir, au lieu de la critiquer.

Au Zaïre et dans notre région, si les partis politiques font allusion à la première fonction, les deux autres et notamment la troisième les préoccupent peu ou pas du tout.

6. LA POPULATION ET LES ASSOCIATIONS

La population est le bouclier de toute démocratie. En effet, il est clair que la démocratie ne se donne pas. Elle s'arrache. Le dictateur ne peut pas se décider subitement et devenir démocrate. Bien sûr qu'il y a des obstacles et des contraintes liés à la population elle-même et ceux liés aux phénomènes extérieurs.

A propos des phénomènes extérieurs, il faut souligner surtout les faits suivants:

- *l'impréparation de la population à la dynamique démocratique et multipartiste.* Les populations zaïroises, avec la complicité des colonisateurs et plus tard des puissances occidentales, n'ont pas développé la culture politique à l'intérieur des populations.

Au début, les ONG et autres associations étaient interdites d'exercer des activités liées à la politique. Même pour être financée, une ONGD devait démontrer que son programme ne va s'intéresser à la question politique. Jusqu'aujourd'hui, pour être agréé, toute association est astreinte à cette règle. Ainsi, la politique apparaît à nos populations comme un terrain mystique réservé aux seuls initiés. Les femmes et les jeunes ne devraient surtout pas s'intéresser à cette chose mystérieuse et dangereuse;

- *le manque d'informations sérieuses et objectives*: la population a été sciemment tenue à l'abri de la bonne information. La radio, la télévision et les journaux n'ont diffusé que des messages trompeurs, biaisés et compromettants pour les droits et les libertés des masses populaires;

- *les manipulations à caractère ethnique*: la population est entraînée malgré elle et sans qu'elle puisse juger et critiquer par des petits roitelets de foire qui s'appuient sur des réflexes tribales;

- *l'absence des structures d'éducation et d'animation au sein des populations*: depuis plus de vingt-cinq ans tout le monde parle de développement et des structures conséquentes se sont mises en place. Mais elles ne se sont pas préoccupées de l'animation politique des populations, sauf timidement depuis quelques années. Cela va de soi si l'on sait que les différents comités et associations ne devaient pas s'occuper de la politique sous peine d'être fermés.

Il faut regretter que depuis que le processus est déclenché, les organisations à la base ne s'activent pas suffisamment pour cette animation. Evidemment l'impréparation de certains animateurs est une raison et ceux qui sont avisés ne semblent pas s'impliquer positivement.

A propos de la population elle-même, les faiblesses sont nombreuses. Il faut citer à titre indicatif:

- *la mentalité, la croyance et la coutume*. La formation scolaire insuffisante et l'attachement inconditionnel à la féodalité constituent une contrainte réelle.

Plutôt que d'aider la population, les leaders locaux s'emploient à l'intimider, à la frustrer indiquant la démocratie comme un monstre dont il faut se méfier. La démocratie est présentée par eux comme le désordre, l'absence de règles et de principes de gestion, l'absence de chef (tout le monde devant décider et agir comme bon lui semble), bref la jungle;

- *la peur*: à la suite de cette mauvaise présentation de la démocratie en tant que mode de gestion et de vie, la population verse dans la peur et l'incertitude. Alors, elle cède aux intimidations de la territoriale, des forces de l'ordre et de n'importe qui. Par ailleurs, la corruption trouve là un terrain favorable, devant la misère entretenue et l'incertitude du lendemain;

- *l'indifférence de la population devant sa situation devenue insupportable*. Au lieu de saisir la dégradation de la situation socio-économique comme un motif de revendication, les masses populaires la considèrent comme une raison de se laisser faire. tout en connaissant les auteurs de cette situation, les populations les tolèrent, certains allant jusqu'à les justifier.

- *la culture de l'attachement aveugle aux individus et la pauvreté font de la population la proie facile des hommes politiques sans idéal*.

7. FAUT-IL LES ELECTIONS?

Nous sommes devant la croisée de chemins et le peuple doit se prononcer entre REFUSER ou ACCEPTER les élections. ()

"1°) Le refus des élections, dans le contexte actuel, est un risque qu'il faut mesurer et décider d'en assumer les conséquences. Car, qu'on le veuille ou non, les élections finiront par avoir lieu, à moins qu'un coup d'Etat ne vienne balayer tout le processus pour installer une nouvelle dictature; ce qui n'est pas facile dans la géopolitique actuelle; les expériences des autres pays africains (Côte d'Ivoire, Gabon, Cameroun, Kenya, Guinée, Bénin, Centre Afrique, Burundi, ...) sont édifiantes. Il serait dangereux de penser que refuser les élections signifie refuser le système en place. Bien au contraire; c'est plutôt reconforter, dans leurs positions, le système et les hommes politiques que l'on voudrait changer et donc militer pour le statu quo.

Refuser les élections c'est aussi prendre la responsabilité d'une tricherie. En effet, au Cameroun, au Kenya, au Togo, au Burkina Fasso, ... la population et l'opposition ont boycotté les élections mais les ont subies sans le vouloir. Les élections ont été imposées, parfois

() Extrait dans "Zaire, Gouvernement de Transition. A quoi s'attendre", par P. Bagenda B. juillet 1994.

avec la complicité de ceux qui étaient venus comme observateurs internationaux, pour faire élire des personnes contestées, avec moins de la moitié du corps électoral.

L'opposition, dans ces pays, a déchanté et les "élus" dirigent en toute "légitimité" leurs pays.

Enfin, refuser les élections démocratiques suppose qu'on adopte une autre forme de lutte et de nouvelles stratégies d'actions politiques.

2°) Par contre, si on accepte les élections, c'est maintenant qu'il faut se le convaincre et s'y préparer sérieusement. Il ne faut pas attendre le moment où les élections sont déclenchées pour se préparer et espérer les gagner ou les contrôler.

L'homme politique conscient, les animateurs et les leaders des masses populaires doivent comprendre que c'est bien le moment où il faut se mettre au travail.

Il ne faudrait pas refuser les élections; il faut en poser les préalables et participer à leur organisation. Continuer à gémir sur tel ou tel gouvernement, pour tel ou tel Premier Ministre, c'est se laisser prendre au piège, c'est aller dans le sens de ceux-là qui ont fait de la primature un os sur lequel tout le monde louche, comme un chien affamé.

C'est bien le moment de s'ouvrir, d'aller à la rencontre des populations à travers les collectivités, les groupements, les quartiers, les villages pour les préparer à affronter les échéances électorales et à balayer les politiciens véreux de la 2e République.

Ces derniers ne parlent des élections que quand ils pensent qu'ils peuvent les contrôler pour les gagner.

A ce niveau de débats, il faut éviter de tomber dans un piège qui demeure toujours tendu. En effet, les hommes politiques prétendent que les principaux préalables ne sont réunis; ils posent le problème de savoir quelle est la portée réelle des élections si le dictateur risque de les gagner, et peut-être avec les siens, même en trichant avec le scrutin. Ils peuvent ainsi accréditer l'idée selon laquelle les élections ne seraient envisageables que si l'on a la garantie de vaincre le dictateur. Cela constitue un faux débat qui écarte la population de la véritable compréhension de la démocratie et des élections.

Instaurer un système électoral pluraliste est une chose, gagner les élections en est une autre. Ce qui importe à la population c'est que le mécanisme soit mis en place. Pour le reste, elle a le devoir de s'organiser pour prévenir et lutter contre la fraude électorale et toute autre forme de tricherie d'où qu'elles viennent. De toute façon, au moment des élections, il y en aura toujours qui gagneront et d'autres qui perdront, les uns faisant le pouvoir avec mandat précis, les autres s'en allant dans l'opposition et cette fois-ci la vraie. C'est cela la dynamique même de la dialectique pouvoir-opposition dans la culture politique démocratique" ()

8. LES VOIES DE SORTIES

1°) Formation et information de la population sur l'intérêt des élections démocratiques, leur signification, leur mécanisme, leur portée, leur organisation ... Cela nécessite à ce que chacun, à tout niveau où il se trouve, fasse de la question des élections la principale préoccupation tant qu'il reste engagé pour l'avènement d'une société plus humaine au Zaïre.

Cette démarche a pour objectif d'amener la population à prendre ses responsabilités; former une certaine conscience populaire nécessaire à la pression, indispensable pour rallier des politiciens à la cause du peuple.

2°) Organisation des rencontres et des débats au niveau des entités spécifiques, des régions, entre régions selon les regroupements voire au niveau national afin de définir ensemble les actions prioritaires à mener et leurs stratégies compte tenu des réalités locales et des moyens.

Une rencontre inter-régionale tenue en janvier 1995 au GEAPO a permis de faire l'état des lieux et mettre en place les premiers mécanismes de cette démarche. Des rencontres similaires sont envisagées dans d'autres régions pour plus d'efficacité dans la poursuite de l'idéal.

Une telle stratégie permet d'éviter de travailler en vase clos, d'impliquer plus de cadres et davantage des populations dans le processus. "Bien comprendre la démocratie et les élections multipartistes" est un défi qu'il faut lever mais tous ensemble pour espérer y parvenir.

() Extrait dans "Zaïre, Gouvernement de Transition. A quoi s'attendre", par P. Bagenda B. juillet 1994

3°) Réunir et diffuser le plus d'informations correctes et objectives au sujet de la situation politique, des hommes et des partis politiques de notre pays.

Il s'agit de travailler à faire sortir les masses populaires de la torpeur, de la désinformation et prévenir le risque de céder à la démagogie et au langage "sucré" de ceux qui veulent les exploiter éternellement.

4°) En rapport avec des faits marquants comme la date du 09 juillet de cette transition interminable, organiser des forums politiques régionaux pour donner des positions et des propositions sur comment mettre fin à cette fameuse transition quelque peu illimitée.

L'objectif à ce stade est de pouvoir chaque fois échanger ensemble afin de donner des positions réfléchies et conséquentes, bien comprises par tous pour plus d'effets.

5°) En rapport avec les puissances extérieures qui collaborent au maintien de la dictature, il faut se convaincre que les choses ne peuvent changer que si le peuple pèse de tout son poids et s'impose, impose le changement. En effet, les intérêts des puissances occidentales se trouvent à l'antipode de ceux des populations; chacun doit défendre les siens.

EN GUISE DE CONCLUSION

Le Zaïre connaît les mêmes acteurs politiques depuis son accession à l'indépendance jusqu'aujourd'hui. Ces derniers ont conduit et entretenu la population dans la pauvreté inattendue pour un pays aussi riche. Ils veulent continuer à se maintenir et à maintenir leur système même avec la désapprobation du peuple. Ils utilisent toute sortes d'astuces pour rester au pouvoir.

Les partis politiques, nés du souci de multipartisme pour l'avènement d'une société démocratique, ne semblent pas bien réaliser leurs rôles. Les hommes à la tête de ces partis et qui les animent appartiennent à la même classe de 1969, au Mobutisme. Aujourd'hui divisés en deux blocs apparemment opposés, ils s'harmonisent toujours de l'une ou de l'autre façon lorsque le besoin se fait sentir et quand leurs intérêts réciproques sont menacés. Les principes de partage du pouvoir entre les deux camps sont désormais consacrés. Ils ne veulent pas les élections libres et transparentes; ils en ont peur et préfèrent profiter d'un pouvoir de fait.

En Région, la dynamique agit de la même manière qu'au niveau national. Les tenants du pouvoir s'organisent pour maintenir les masses populaires dans la misère. Aucun effort de promotion des valeurs démocratiques n'est entrepris. Au contraire des pièges sont placés partout pour empêcher à la population de s'épanouir, à s'exprimer et à revendiquer le changement positif voulu. Les hommes politiques de la région, responsables des partis politiques et autres se comportent comme leurs chefs de Kinshasa. Les partis d'opposition ne sont qu'apparents. Au lieu de constituer un point central de développement de la culture démocratique, chacun essaie de vigiler une occasion prochaine susceptible de lui permettre d'occuper un poste politico-administratif et autre.

Les associations et la population demeurent dans le flou et l'indétermination. Or, la solution ne pourra provenir que de là. La promotion de la culture politique doit s'organiser à ce stade: au niveau de chaque village, de chaque groupement et quartier, de chaque collectivité, zone, de chaque association pour qu'ensemble la population obtienne le changement véritable. Ce changement obtenu à la base par les efforts propres de la population sera porteur de plus de succès qu'un changement qui proviendrait du sommet et que la population comprendrait plus difficilement.

Pour espérer l'installation d'une société réellement démocratique, il faut avoir à tous les niveaux des dirigeants voulus et des hommes compétents, consciencieux, bons gestionnaires: au sein des établissements scolaires, des paroisses, des villages, groupements et collectivités. C'est sûr que le reste irait de soi.

**Texte de Patient Bagenda B et
Oscar Baharanyi B.
Exposé Séminaire IRED-PREFED
sur la Transition et la participation
populaire**

Bukavu, Avril 1995

GEAPO, Avril 1995